

Arrêté conjoint n° 2017-024 /MFPTPS/MINEFID fixant les taux  
des rétributions diverses afférentes à l'organisation des examens  
professionnels et des concours de la fonction publique d'Etat.

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE,  
DU TRAVAIL ET DE LA PROTECTION SOCIALE

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES  
ET DU DEVELOPPEMENT

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret n° 2017-075/PRES/PM du 28 mars 2017, portant remaniement du  
Gouvernement ;

Vu le Décret n° 2017-0148/PRES/PM/SG du 28 mars 2017, portant attributions des  
membres du Gouvernement ;

Vu la Loi n° 081-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant statut général de la fonction  
publique d'Etat ;

Vu le Décret n° 2016-344/PRES/PM/MFPTPS du 04 mai 2016, portant organisation du  
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale ;

Vu l'Arrêté n° 2016-029/MFPTPS/SG/AGRE du 8 juillet 2016, portant organisation,  
attributions et fonctionnement de l'Agence Générale de Recrutement de l'Etat ;

Vu l'Arrêté n° 2015-0515/MFPTSS/SG/AGRE du 15 mai 2015 portant attributions,  
composition et fonctionnement de la commission nationale, des comités régionaux et des  
comités provinciaux de pilotage des concours directs, de la commission nationale et des comités  
régionaux de pilotage des concours professionnels ;

Sur proposition du Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale.

ARRETERENT



**Article 1:** Les dispositions du présent arrêté fixent les rétributions diverses afférentes à l'organisation des examens professionnels et des concours de la fonction publique d'Etat.

**Article 2:** Les taux applicables aux différentes opérations afférentes à l'organisation des examens professionnels et des concours de la fonction publique d'Etat sont fixés conformément au tableau ci-après :

N° d'ordre	BENEFICIAIRES	TAUX(en FCFA)
1	Commission de réception des dossiers de candidature	
	Superviseurs	10 000/jr
	Président	10 000/jr
	Membres	7 000/jr
	Personnel d'appui chargé de la manutention	3 500/jr
	Sécurité	3 500/jr
	Agents chargés de la permanence	3 500/jr
2	Commission de validation des dossiers de candidature	
	Superviseurs	7500/jr
	Président	7500/jr
	Membres	6 000/jr
	Représentants des syndicats pour les concours professionnels	3 500/jr
	Représentant des candidats pour les concours directs	3 500/jr
	Sécurité	3 500/jr
	Personnel d'appui	3 500/jr
3	Commission de sélection et d'attribution de postes	
	Superviseurs	17 500/jr
	Président	17 500/jr
	Membres	15 000/jr
	Sécurité	7 500/jr
	personnel d'appui	7 500/jr
	Agents chargés de la permanence	3 500/jr
4	Commission chargée de la tenue et du tirage au sort des candidats	
	Superviseurs	10 000/jr
	Président	10 000/jr
	Membres	7 000/jr
	Sécurité	3 500/jr
	Personnel d'appui	3 500/jr
5	Commission chargée de la vérification des listes de candidature et de résultats	
	Superviseurs	7500/jr
	Président	7500/jr
	Membres	6 000/jr
	Personnel d'appui	3 500/jr
	Sécurité	3 500/jr



IN d'ordre	BENEFICIAIRES .	TAUX(en FCFA)
6	Commission de préparation de salles et d'administration des épreuves (écrites, sportives ou orales)	
	Superviseurs	8 000/demi jr
	Président	8 000/demi jr
	Membres	5 000/demi jr
	Superviseurs des surveillants	8 000/demi jr
	Surveillants	5 000/demi jr
	Sécurité	5 000/demi jr
	Personnel d'appui chargé de la manutention	5 000/demi jr
	Agents chargés de la permanence	3 500/demi jr
7	Commission d'anonymat des copies	
	Superviseurs	7500/jr
	Président	7500/jr
	Membres	6 000/jr
	Sécurité	3 500/jr
	Personnel d'appui	3 500/jr
8	Jury de correction des copies	
	Superviseurs	15 000/jr
	Président	15 000/jr
	Membres	10 000/jr
	Représentants des syndicats pour les concours professionnels	5 000/jr
	Représentant des candidats pour les concours directs	5 000/jr
	Sécurité	5 000/jr
	Personnel d'appui	5 000/jr
	Personnel chargé du reconditionnement des copies	5 000/jr
9	Agents chargés de la permanence	3 500/jr
	Correcteurs	
	Epreuve psychotechnique et de niveau	300/copie
	Epreuves classiques:	
	Niveau inférieur ou égal au BAC	400/copie
	Niveau supérieur au BAC et inférieur au doctorat	600/copie
10	Niveau Doctorat	750/copie
	Examineurs des épreuves orales par candidat	
	Niveau inférieur ou égal au BAC	400/candidat
	Niveau supérieur au BAC et inférieur au doctorat	600/candidat
11	Niveau doctorat	750 /candidat
	Commission chargée de la saisie des notes et des résultats	
	Superviseurs	8 000/jr
	Président	8 000/jr
	Membres	6 500/jr
	Sécurité	3 500/jr
	Personnel d'appui	3 500/jr



N° d'ordre	BENEFICIAIRES	TAUX(en FCFA)
12	Jury de délibération	
	Superviseurs	15 000/jr
	Président	15 000/jr
	Membres	10 000/jr
	Représentants de la commission de la saisie des notes et des résultats aux concours professionnels et aux concours directs sans formation	10 000/jr
	Représentants des correcteurs	10 000/jr
	Représentants des syndicats pour les concours professionnels	5 000/jr
	Représentant des candidats pour les concours directs	5 000/jr
	Sécurité	10 000/jr
	Personnel d'appui	3 500/jr
13	Proposition de sujets des épreuves classiques	
	Niveau inférieur ou égal au BAC	15 000/sujet retenu
		12 500/sujet non retenu
	Niveau supérieur au BAC et inférieur au doctorat	17 500/sujet retenu
		15 000/sujet non retenu
	Niveau doctorat	22 500/sujet retenu 20 000/sujet non retenu
14	Commission de vérification des notes des épreuves écrites	
	Superviseurs	8 000/jr
	Président	8 000/jr
	Membres	6 500/jr
	Personnel d'appui	3 500/jr
15	Commission chargée de la visite médicale d'incorporation	
	Superviseurs	10 000/jr
	Président	10 000/jr
	Membres	7 500/jr
	Sécurité	5 000/jr
16	Commission nationale de Plurage des concours	
	Président	22 500/jr
	Vice-président	20 000/jr
	Rapporteur	15 000/jr
	Membres	12 500/jr
17	Commission nationale de Plurage des concours	
	Président	17 500/jr
	Vice-présidents	15 000/jr
	Membres	12 500/jr
18	Commission nationale de Plurage des concours	
	Superviseurs	12 500/jr
	Président	12 500/jr
	Membres	8 000/jr





N° d'ordre	BENÉFICIAIRES	TAUX(en FCFA)
19	Commission chargée de l'incinération	
	Superviseurs	10 000/jr
	Président	10 000/jr
	Membres	7 500/jr
	Sécurité	5 000/jr
20	Commission de préparation et conditionnement de matériels	
	Superviseurs	10 000/jr
	Président	10 000/jr
	Membres	7 500/jr
	Personnels d'appui	5 000/jr

**Article 3 :** Pour les examens et concours professionnels, la supervision générale est assurée par le Secrétaire général du Ministère en charge de la fonction publique et le Directeur général en charge des activités de recrutement. Ils perçoivent chacun une rétribution de quinze-mille (15 000) francs CFA par jour pour toutes les opérations.

Leur prise en charge se fait une fois pour l'ensemble des concours programmés dans la même période.

**Article 4 :** Les Directeurs de l'Agence Générale de Recrutement de l'Etat sont rétribués pour toutes les opérations relatives aux concours directs aux taux des membres de la commission nationale de pilotage des concours directs et aux taux des superviseurs pour les examens et concours professionnels prévus à l'article 2 en raison de leur implication.

La prise en charge des superviseurs se fait une fois pour l'ensemble des concours programmés dans la même période.

Cette rétribution journalière n'est pas cumulable si ces responsables se trouvent dans une autre catégorie de bénéficiaire dans la même activité. Dans ce cas seule la rétribution la plus élevée est servie.

**Article 5 :** Toute activité de préparation de salle et d'administration des épreuves qui dure moins de six (06) heures est rétribuée pour une demi-journée.

**Article 6 :** Le montant de la rétribution servie par examinateur des épreuves sportives est de quatre cent (400) francs CFA multiplié par le nombre de candidats de la commission, multiplié par le nombre d'épreuves, divisé par le nombre d'examineurs de la commission.

**Article 7 :** Le montant de l'indemnité servie à la commission d'examen de dossiers et d'inscription des admis aux concours est de six cent (600) francs CFA multiplié par le nombre de dossiers reçus, divisé par le nombre de membres de la commission.

**Article 8 :** Une indemnité forfaitaire de quinze mille (15 000) Francs CFA est servie à tout membre de la commission d'examen de dossier des admis aux concours lorsque le nombre de dossiers est inférieur à cent (100).

Lorsque le nombre de dossiers à examiner est supérieur ou égal à cent (100), le taux prévu à l'article 7 est appliqué.



**Article 9:** Le montant de l'indemnité servie à chaque membre de la commission de cachetage et de remplissage des enveloppes, des convocations, de la production des récépissés et du tri des dossiers est de cinq mille (5000) francs CFA par jour.

**Article 10:** Une indemnité forfaitaire de vingt mille (20 000) Francs CFA est servie à tout correcteur des épreuves écrites classiques lorsque le nombre de copies corrigées est inférieur aux minimums suivants :

- 50 copies pour les concours de niveau inférieur ou égal au BAC ;
- 34 copies pour les concours de niveau supérieur au BAC et inférieur au doctorat ;
- 27 copies pour les concours de niveau doctorat.

Lorsque le nombre de copies corrigées est supérieur ou égal aux minimums ci-dessus visés, les taux prévus dans le tableau de l'article 2 sont appliqués.

**Article 11:** Une indemnité forfaitaire de vingt mille (20 000) Francs CFA est servie à tout examinateur des épreuves orales lorsque le nombre de candidats examinés est inférieur aux minimums suivants :

- 50 candidats examinés pour les concours de niveau inférieur ou égal au BAC ;
- 34 candidats examinés pour les concours de niveau supérieur au BAC et inférieur au doctorat ;
- 27 candidats examinés pour les concours de niveau doctorat.

Lorsque le nombre de candidats examinés est supérieur ou égal aux minimums ci-dessus visés, les taux prévus dans le tableau de l'article 2 sont appliqués.

**Article 12:** Une indemnité forfaitaire de vingt mille (20 000) Francs CFA est servie à tout examinateur des épreuves sportives lorsque le nombre de candidats examinés est inférieur à trente-quatre (34).

Lorsque le nombre de candidats examinés est supérieur ou égal à trente-quatre (34), les taux prévus à l'article 2 sont appliqués.

**Article 13:** Le montant des frais de session de la commission nationale, des comités régionaux et provinciaux de pilotage des concours est de dix mille (10 000) francs CFA par jour et par membre. La durée totale des sessions ne saurait excéder dix (10) jours au cours de la même année.

**Article 14:** Le nombre de jours à rétribuer ne saurait excéder dix (10) jours quelle que soit l'opération sauf autorisation expresse du Ministre en charge de la fonction publique.

**Article 15:** Pour les concours directs, les opérations de réception et de validation des dossiers sont considérées comme une seule et même activité indissociable pour la prise en charge à l'exception des concours directs sans formation et des concours directs à épreuves classiques.

**Article 16:** Les présidents des commissions ou des jurys ci-après énumérés reçoivent un forfait de cinq mille (5 000) Francs CFA comme frais de communication pendant toute la durée de l'activité:

- Commission chargée de la réception des dossiers de candidature aux concours directs;
- Commission chargée de la validation des dossiers de candidature des concours professionnels;
- Commission chargée de la vérification des listes de candidature et des résultats;



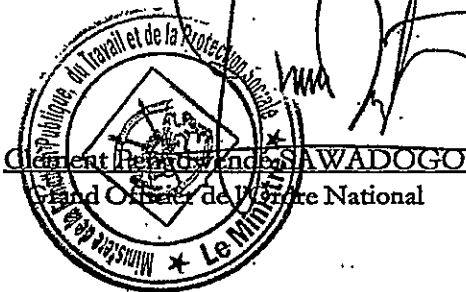
- Commission chargée de la préparation des salles et d'administration des épreuves (écrites, sportives ou orales);
- Jury de délibération aux concours directs;
- Commission chargée de la visite médicale d'incorporation;
- Commission chargée de paiement et de vérification des états.

Les membres de la commission chargée de paiement et de vérification des états reçoivent un forfait de cinq mille (5 000) Francs CFA comme frais de communication.

**Article 17:** Le présent arrêté, qui abroge toute disposition antérieure contraire, prend effet à compter de sa date de signature.

**Article 18:** Les secrétaires généraux du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale et du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale



Ouagadougou, le 05 MAI 2017

Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement

